

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/N/91  
18 décembre 1998

(98-5106)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

## NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE III:3 DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES

La Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la notification suivante.

**1. Membre adressant la notification:**

Thaïlande

**2. Notification au titre de l'article:**

Article III, paragraphe 3, de l'Accord général sur le commerce des services

**3. Date d'entrée en vigueur:**

1<sup>er</sup> juin 1998

**Durée:**

Indéterminée

**4. Organisme responsable de la mise en oeuvre et de l'application des mesures:**

Ministère du commerce et Commission des opérations de bourse

**5. Description des mesures:**

Mesures

Décret royal autorisant les étrangers à réaliser des opérations de courtage en valeurs mobilières conformément à l'annexe A de l'Annonce n° 281 du Conseil exécutif national, daté du 24 novembre, B.E. 2515 (1972), B.E. 2541 (1998).

Justification et nature

La raison de la promulgation de ce décret royal tient à ce que, pour le moment, les étrangers peuvent investir au-delà de 50 pour cent du capital des personnes morales réalisant des opérations financières au titre de la loi sur les opérations financières, les opérations sur titres et les opérations de crédit foncier. Toutefois, de nombreuses personnes morales réalisant des opérations financières peuvent également, en même temps, réaliser des opérations sur titres conformément à la loi sur les valeurs mobilières. En outre, lorsqu'un étranger a constitué une

./.

coentreprise avec une personne morale qui réalise des opérations sur titres, cette personne morale devient un étranger et, par conséquent, il lui est interdit de réaliser un certain type d'opérations sur titres. Pour être conforme à la loi sur les opérations financières, les opérations sur titres et les opérations de crédit foncier, et promouvoir l'apport de capitaux des pays étrangers, on estime qu'il convient de permettre à la personne morale qui est un étranger de réaliser un certain type d'opérations sur titres sous certaines conditions.

### Description

Les modifications apportées peuvent être résumées comme suit: le Décret royal permet aux étrangers de demander l'autorisation de détenir jusqu'à 100 pour cent des actions d'une maison de titres thaïlandaise pendant une période de dix ans. Après cette période, les étrangers ne sont pas obligés de diluer leurs actions, mais ne peuvent pas augmenter leurs investissements, sauf s'ils achètent les parts existantes d'un autre actionnaire étranger. Les étrangers qui demandent une autorisation doivent répondre aux critères suivants:

- a) Ils ont apporté des capitaux étrangers d'au moins 500 millions de baht, soit pour acheter des parts auprès d'actionnaires de la maison de titres, soit pour investir dans des actions nouvellement émises par la maison de titres, soit pour investir dans des obligations d'État ou d'entreprises publiques. Ces capitaux comprennent les fonds remis à la maison de titres pendant l'année précédant la date de la demande d'autorisation. En outre, les capitaux doivent également être conservés en Thaïlande pendant au moins trois ans.
- b) Le directeur général et les directeurs exécutifs qui sont étrangers doivent séjourner en Thaïlande pendant au moins 60 jours par an, sauf s'ils ont obtenu une dérogation, auquel cas ils doivent cependant séjourner en Thaïlande pendant au moins 30 jours par an.

### **6. Membres affectés:**

Aucun

### **7. Les textes peuvent être obtenus auprès de:**

Ministry of Commerce  
Department of Commercial Registration  
Bangkok

Téléphone: +(662) 225 5064

Securities and Exchange Commission  
Market Intermediaries Supervision Department  
Bangkok 10330

Téléphone: +(662) 252 3223, poste 1213  
Téléfax: +(662) 256 7737

---